

Réflexions pour une meilleure compréhension des conflits d'usage dans les pays en développement

Habibullah Magsi

UMR SAD-APT, INRA, AgroParisTech, France
Sindh Agriculture University Tando Jam, Pakistan

Résumé

Cette recherche s'intéresse à l'étude des conflits d'usage en relation étroite avec les projets d'infrastructure et qui ont provoqué l'expropriation des propriétés privées, des entreprises agricoles et d'autres ressources productives dans les pays en développement. C'est depuis cinquante ans qu'au Pakistan, les conflits d'usage ont été accentués par l'inexistence d'une politique nationale de déménagement et de préservation de droit de l'homme et surtout le droit de propriété. On s'appuyant sur les données collectées à travers le projet de réservoir de « Chotiari » au Pakistan, cette recherche tente de démontrer que les décisions unilatérales vis-à-vis des projets de développement, ont impacté négativement la viabilité de la population indigène et ont détruit les ressources naturelles, l'environnement et la fertilité du sol. Tout d'abord, en se basant sur une étude de cas et plusieurs enquêtes effectuées auprès de la population locale et divers acteurs sociaux, cet article définit les conflits d'usage du sol et décrit leur dynamisme. La deuxième partie s'intéresse à l'étude des différents rôles de chaque acteur social impliqué dans la prise de décision. Par la suite, une discussion sera faite sur l'impact de la construction du réservoir sur le territoire et aussi sur le rôle du gouvernement et ses responsabilités envers la promotion du projet. L'objectif étant de démontrer comment les pouvoirs publics ont incité la population locale à se déplacer créant ainsi un conflit et une certaine méfiance. Enfin, sur la base des résultats, l'article suggère une meilleure implication politique comme moyen efficace pour résoudre les conflits d'usages dans l'avenir.

Abstract

It is to contribute in the research on land use conflicts created by infrastructural projects, which have entailed expropriation of homes, farm businesses and other productive resources in the developing countries. In Pakistan, land use conflicts have been germinated by non existence of national resettlement policy, and human and property right violators, since five decades. For this research the data from Chotiari water reservoir project (Pakistan) has been collected, which explores that unilateral decisions towards development projects disturbed the sustainability of indigenous population, devastated natural resources, environmental services and fertile lands. First the article defines the conflicts over land use with their dynamic features; as well as the description on case study and the principle actors. The next section highlights the nature and positions of stakeholders involved. There is then a discussion on the impacts of the reservoir on the territory; governance with roles and responsibilities; and to determine the root causes and consequences by indicating how public officials have pressurized local population to displace and oppose the project. The same section also testifies that how the institutional inconsistency towards justice has lead local population in mistrust. Finally, based on the results the article offers policy implications particularly in land use conflict perspective.

Mots clés: Conflits d'usage, projets d'infrastructure, pays en développement, réservoir de Chotiari, Pakistan

Keywords: Land use conflicts, infrastructural projects, developing countries, Chotiari reservoir, Pakistan

Introduction

Il est évident que les conflits sont les désaccords qui touchent les émotions et l'identité collective des groupes et des individus concernés. Éventuellement, il ya toujours des conflits d'intérêts entre les différents utilisateurs de l'espace (Awakul et Ogunlana, 2002), qui peuvent se produire à tout moment et à tout lieu (Wehrmann, 2008). Au cours du Vingtième siècle, beaucoup de changements et de mutations des terres ont marqué le monde. On assiste souvent à une diminution remarquable des superficies des terres cultivées, les prairies ont remplacé les champs de céréales, le pâturage a beaucoup diminué et la transhumance a pratiquement disparu (Garcia-Ruiz et Teodoro, 1993). Au cours de la même période, et plus particulièrement dans les pays en développement, l'accroissement démographique et urbain (Marshall et Shortle, 2005) justifie la demande accrue en projets de développement (Singhal, 2009). Ainsi, il en résulte une forte pression sur les terres agricoles (Robertson, 2010; Deininger et Castagnini, 2006) accentuée par la mise en place de nouvelles infrastructures notamment, la construction de réservoirs pour le stockage de l'eau destinée à l'irrigation ou à l'usage urbain, l'amélioration de l'infrastructure routière, la promotion du secteur touristique à travers la construction d'hôtels, la mise en place des terrains de ski ou de camping (Garcia-Ruiz et Teodoro, 1993). Un tel usage du sol pour le développement des projets urbains et la mise en place des infrastructures implique l'expropriation d'habitations, d'entreprises agricoles et d'autres ressources productives dans de nombreuses régions.

Dans les pays en développement, beaucoup de décisions économiques et sociales prises par les gouvernements vis-à-vis des projets de développement, ont des influences négatives sur le mode de vie des communautés rurales (Barron, 2004; PNUE, 2004). Généralement, dans ces régions, la plupart de la population autochtone (qui partage des ressources communes) souffre d'un manque de justice sociale et du non respect de ses droits humains (Ostrom, 1990). Cela est dû essentiellement au grand pourcentage de personnes illettrées et à la faiblesse du niveau d'éducation et de degré de conscience sociale. Comme résultat, ces projets de développement impactent négativement la vie économique et sociale des populations provoquant ainsi de nombreuses mutations socio-spatiales et génère souvent de nombreux conflits d'usage. Récemment, la question de ce genre de conflits d'usage du sol (Darly et Torre, 2011; Mann et Jeanneaux, 2009; Deininger et Castagnini, 2006; Campbell *et al.*, 2000; Owen et al, 2000; Burton, 1993) a occupé une place centrale dans la recherche économique, géographique, sociale et politique, où la confrontation sur la construction des grands réservoirs et barrages se trouve au cœur des débats politiques dans de nombreux pays du monde (PNUE, 2004). Actuellement, la plupart des projets dans les pays en développement, font face à des oppositions de la part des acteurs locaux qui deviennent de plus en plus conscients de la nécessité de préserver leurs terres et réclament la violation de leurs droits aux acquisitions foncières et aux compensations. C'est dans ce cadre que s'insère cette recherche qui a pour objectif d'analyser le projet de construction du réservoir de Chotiari qui constitue l'un des plus grands projets d'infrastructure générateur de conflits d'usage au Pakistan. Depuis le commencement des travaux, le projet de réservoir se trouve confronté à l'opposition de construction dans tout le pays vu qu'il a entraîné de nombreuses conséquences négatives sur le mode de vie de la population locale qui jusqu'à maintenant conteste son droit à l'indemnisation.

Cette recherche, essentiellement empirique, tente alors de définir les conflits d'usage du sol créés par les projets d'infrastructure, d'évaluer les impacts du réservoir de Chotiari sur la vie sociale, économique et environnementale de la population locale et de discuter sur les origines de ces conflits et sur la faiblesse de la gouvernance. Plus précisément, nous posons

l'hypothèse que la source du conflit provient essentiellement du désaccord et du non participation de la population dans le projet du réservoir (Awakul et Ogunlana, 2002). De même, l'augmentation de la concurrence sur les terres par les autres projets a provoqué aussi l'émergence de nouveaux conflits d'usage. (Singhal, 2009). Nous tentons alors de fournir une estimation quantitative qui peut aider à quantifier les pertes économiques, engendrées essentiellement par ce genre de conflit. L'article se trouve descriptif en quelques parties, mais essaie surtout de donner un exemple de projet générateur de conflits dans un pays en développement à travers une méthodologie basée sur un travail de terrain effectué auprès de la population locale. Ce projet qui, au lieu d'être une source de revenu pour cette population, il l'a obligé à migrer sans indemnités et sans respect de ses droits (Magsi et Torre, 2013). Il a aussi impacté négativement la biodiversité et a dégradé l'environnement (Magsi et Torre, 2012; WWF, 2008; Iqbal, 2004; Nauman, 2003).

L'article sera alors structuré comme suit : La première partie tente de définir et de présenter les principaux conflits d'usage dans les pays en développement. On s'appuie sur des exemples tirés de la littérature disponible et sur l'étude de cas. La deuxième partie donne un aperçu sur la méthodologie de travail qui se base sur la collecte des données et les techniques d'analyse utilisées. La troisième partie décrit les principaux résultats concernant la participation des parties concernées, les causes et les conséquences du projet, et discute sur l'opposition de la population locale et les échecs de la gouvernance. La dernière partie essaie de trouver des solutions à ce genre de conflits et propose la réconciliation entre le gouvernement et la population et la mise en place des bases d'une bonne gouvernance dans les pays en développement.

1. Conflits d'usage du sol dans les pays en développement

En se basant sur la littérature disponible, nous essayerons de définir la notion du conflit d'usage, de décrire ses formes, ses caractéristiques et bien évidemment ses impacts sur la vie socioéconomique des populations des pays en développement.

1.1. Définition et principaux caractéristiques

Au cours de ces dernières années et suite aux grandes améliorations au niveau de la recherche scientifique et de la technologie, le monde entier a été marqué par un grand développement économique dans tous les domaines. Toutefois, malgré les avantages et les améliorations qu'ils ont assurés au niveau de mode de vie, beaucoup de projets ont provoqué des tensions et de nombreux conflits entre les utilisateurs de l'espace touchés par l'aménagement et les autorités publiques, tel est le cas dans le monde en développement. En effet, un grand nombre de projets de développement économiques mal étudiés a impacté négativement le mode de vie de la population locale en les obligeant à déménager et par la suite à abandonner leurs travaux qui constituent leurs seuls moyens de subsistance. (Magsi et Torre, 2013; Tilt *et al*, 2009; Lama, 2008; Awakul et Ogunlana, 2002; PNUE, 2004). La réalisation des projets se trouve alors en face d'une population frustrée et en colère qui s'oppose à la construction de l'infrastructure sur ces terres et qui réclament son droit d'être bien informée avant la mise en place de n'importe quel projet (Awakul et Ogunlana, 2002). Cette déception conduit souvent à l'émergence de nombreux conflits qui naissent, non seulement à cause du mal entendu entre la population et le gouvernement mais aussi à cause des différents usages des terres qui se trouvent confrontées à une concurrence entre divers travaux notamment la construction des réservoirs (Magsi et Torre, 2013), l'industrialisation, la construction des aéroports et la mise en place de l'infrastructure routière, etc. (Pham, 2010). La perte et le mauvais usage de ces

terres ont de nombreuses conséquences sur la vie économique et sociale et sur la sécurité alimentaire des communautés locales, qui, se trouvent souvent dépourvues de leur seule source de revenus.

Comme exemple de conflits d'usage, selon l'Institut Social Indien (ISI) le développement et le commencement des travaux en Inde ont induit le déplacement d'environ 21,3 millions de personnes; dont 16,4 millions ont déménagé à cause de la construction des barrages, 2,55 millions à cause des mines, 1,25 millions à cause des projets industriels et 0,6 millions à cause des projets de mise en place des réserves naturelles et des parcs nationaux (Lama, 2008). En Chine, les projets d'infrastructures et d'urbanisation ont généré de nombreux conflits d'usage dû aux mauvaises négociations sur les acquisitions foncières et les désaccords de compensation (Rooij, 2007). Selon Robertson (2010) l'expropriation des terres en Chine est une question polémique sociale, où tant de maisons ont été démolies par la force en utilisant des stratégies illégales comme la mise hors tension ou couper l'eau de beaucoup de maisons. Les habitants se trouvent alors obligés de quitter leurs propriétés.

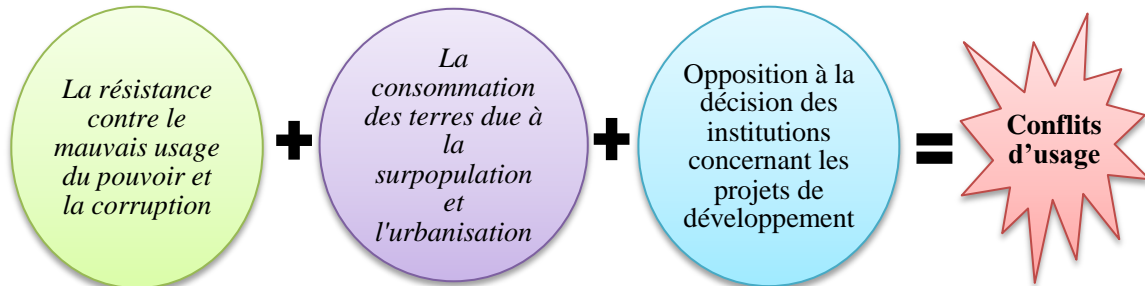
Outre les projets d'infrastructures, l'urbanisation semble être également une source de conflits dans les pays en développement (Marshall et Shortle, 2005). Dans les franges périurbaines, la construction de logements surgit rapidement et exerce une grande pression sur les terres agricoles (Darly et Torre, 2011). Ainsi, suite à l'étalement urbain inéluctable ainsi que la forte pression des infrastructures, les propriétaires fonciers se trouvent de plus en plus encouragés à vendre leurs terres à des prix plus élevés. Sans doute, les banlieues urbaines ont besoin de projets d'infrastructure pour répondre aux demandes croissantes de développement économique et de l'amélioration de mode de vie dans les villes. C'est pour cette raison que le fait d'augmenter le nombre de logement et de diversifier les services publics (les infrastructures des routes, des parcs, des écoles, des hôpitaux, des centres sportifs, des aéroports, des gares, des crématoriums et des cimetières, des bureaux et des espaces de vente des produits manufacturés etc.) devient le résultat de la forte croissance urbaine et une nécessité de plus en plus demandée par la population (Singhal, 2009). Ainsi, plus l'usage des terres augmente et varie selon la nature des projets, plus les conflits d'usage se multiplient et deviennent plus accentués.

Les conflits d'usage du sol peuvent être définis comme des demandes concurrentielles au présent pour assister à des utilisations des terres au futur, entraînant des répercussions négatives sur d'autres usages. Ils peuvent être définis aussi comme étant des disputes sociales (Deininger et Castagnini, 2006) qui augmentent avec la participation des institutions, des industries, des développeurs, des organisations non gouvernementales, de la fonction publique et des organismes de réglementation, et sont généralement lancés par les actions d'un acteur central qui donne l'idée principale et incite aux développements des projets. Dans la plupart des cas, les conflits d'usage sont liés à la mise en place d'infrastructures initiés par les pouvoirs publics ou semi-publics.

Dans les pays en développement, les conflits d'usage des terres, en relation avec les questions liées aux inégalités sociales, émergent très vite. Par exemple, de tels conflits sont généralement déclenchés par l'exploitation injuste des terres par le gouvernement pour la mise en place des projets publics (les autoroutes, les aéroports, les industries, les travaux hydrauliques, etc.). Cette exploitation se fait souvent au dépend des propriétaires fonciers qui se trouvent obligés, même forcés, de céder leurs terres qui constituent leurs seuls moyens de subsistance (Ostrom et Nagendra, 2006). Ces conflits d'usage varient toujours en fonction de leur cadre juridique, politique et institutionnel, les contraintes économiques, les pressions, la

structure sociale, l'intérêt des parties prenantes, la situation de l'environnement, l'histoire du conflit (Jones *et al*, 2005) et aussi de leur localisation géographique. En général, nous pouvons définir les conflits d'usage de l'espace comme étant le résultat de la compétition actuelle exercée sur cet espace pour son utilisation future, ce qui justifie la forte probabilité de confrontation. Nous présentons, par la suite, un résumé des caractéristiques principales qui définissent les conflits d'usage (figure 1).

Figure 1: la définition du conflit d'usage selon la presse quotidienne régionale



La figure ci-dessus indique que le conflit lié aux usages du sol est le résultat du désaccord entre les institutions, le gouvernement et le système judiciaire, dans la prise de décisions relatives à la mise en place des projets de développement. Ainsi, la décision non démocratique pour un projet d'infrastructure affecte directement la survie des propriétaires des terrains et crée des tensions qui génèrent finalement de nombreux conflits. Par conséquent, de tels conflits émergent lorsqu'il y aura une tendance à ignorer ou à contester ces décisions.

1.2. Etude de cas : Le réservoir de Chotiari

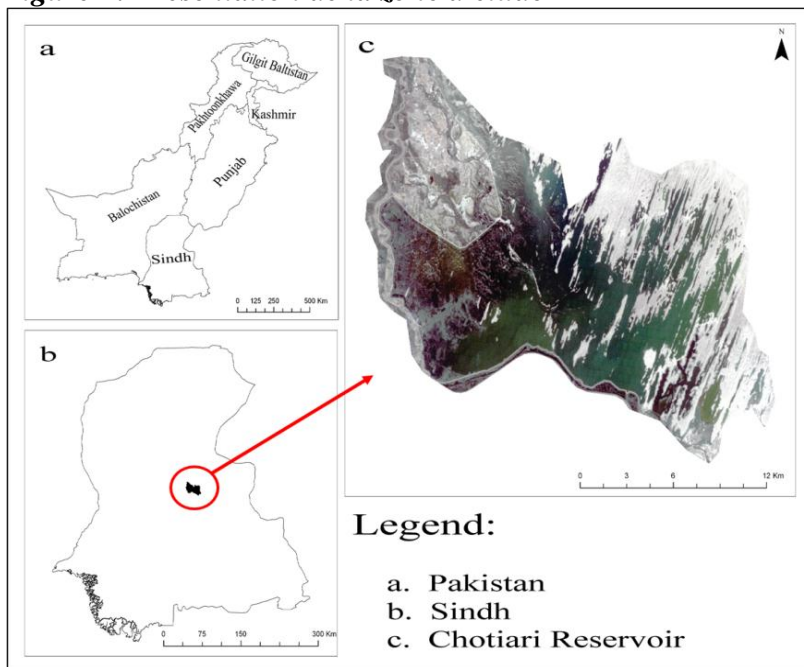
Comme exemple de projet de développement générateur de nombreux conflits d'usage, le réservoir de Chotiari au Pakistan, semble intéressant pour étudier l'origine et la nature de ces conflits (figure 2). En effet, ce projet est conçu pour augmenter la capacité de stockage des lacs existants dans la zone humide¹ de Chotiari, dont la superficie est environ 18.000 hectares. En premier lieu, le réservoir a été conçu pour stocker les eaux des crues de l'Indus pendant les saisons des inondations (de Juin à Septembre) et de libérer l'eau pendant la saison d'hiver (de Décembre à Mars), ainsi que pendant l'été (au début d'Avril à Juin). Son principal objectif était d'irriguer environ 0,12 millions d'hectares dans le pays. La capacité du réservoir est augmentée pour stocker jusqu'à 92,5 million de mètres cubes d'eau, qui inondera une zone d'environ 160 kilomètres carrés (Gouvernement du Pakistan, 1993). Le coût de construction du réservoir est susceptible d'atteindre environ 105 millions de dollars, comparativement à l'estimation précédente qui a été faite lorsque le projet devait être terminé en 1997 et qui était à d'environ de 26,3 millions de dollars (PNUE, 2004). Ce projet avait comme appui financier, l'aide financière donnée par la Banque mondiale et le Fonds Saoudien de Développement (Abro, 2001).

De point de vue richesse écologique, la zone du réservoir se caractérise par une mosaïque d'écosystèmes. Elle est très riche en faunes et flores et comporte des habitats variés de forêts

¹ Les zones humides sont définies comme des zones inondées en permanence ou occasionnellement, avec l'écoulement d'eau douce, saumâtre et salée. Comme caractéristiques générales, les zones humides possèdent les propriétés suivantes (i) la zone doit assurer la vie des animaux et des plantes, qui sont adaptés aux conditions des zones humides ; (ii) le substratum des sols non drainés doit être suffisamment saturés pour développer les conditions anaérobiques dans les couches supérieures.

riveraines, de nombreuses ressources d'eau notamment les lacs d'eau douce et d'eau saumâtre, des terres agricoles, des zones de pâturage, des dunes de sable, des roselières et des marais. Cette richesse écologique justifie l'existence de nombreuses espèces en voie de disparition (Raza, 2009). En plus de cela, plusieurs recherches et enquêtes effectuées par différents organismes et chercheurs ont signalé que Chotiari pourrait devenir la plus grande réserve de crocodiles (Husnain *et al.*, 2010; WWF, 2008 et 2007), et la station touristique la plus importante dans le pays (Laghari, 2001).

Figure 2: Présentation de la zone d'étude



Depuis des générations, la population locale était dispersée dans les villages, à l'intérieur de la zone du réservoir et les dunes voisines. Elle formait un mélange qui pratiquaient des activités économiques variées : la pêche, l'agriculture, l'élevage, la mécanique,...etc. (WWF, 2008; gouvernement du Pakistan, 1998). Généralement, les personnes qui ne possédaient pas des terres étaient dépendantes de la pêche et de l'élevage pour leur survie (UICN, 2004). Et même si ces personnes avaient un faible niveau d'éducation et de compétence sociale, leur situation économique n'était pas très mauvaise. Le revenu moyen par mois de chaque famille a été calculé au environ de 60 euros (WWF, 2008). Malgré que ce revenu n'assurait pas une vie de luxe, mais il était suffisant pour une famille qui vivait dans cette région.

2. Matériels et méthodes utilisés

Afin d'atteindre les objectifs de cette recherche empirique qui se base essentiellement sur l'identification et l'analyse des impacts des conflits d'usage sur les projets de développements, nous avons essayé de recueillir les données à partir de différentes sources. En premier temps, nous avons mené des enquêtes structurées auprès d'experts de différentes spécialités et de différents milieux professionnels². Ces enquêtes ont été réalisées avec des questionnaires semi-planifiées, où certaines questions ont été faites pour chaque expert tout en prenant en

² L'enquête auprès d'experts a été réalisée en 2010, où 32 ont été choisis parmi (a) les administrateurs de secteur de l'eau et de l'irrigation, (b) les chercheurs et les experts juridiques, (d) les organisateurs du secteur privé (ONG et journalistes), et (d) les personnes affectées par la construction du projet (chefs des familles déplacées et propriétaires de terres).

considération sa fonction, sa position, sa situation et ses expériences. Ces entretiens ont été menés dans le but de collecter le maximum d'informations sur les variables principales : la situation du pré-conflit de la région, la position des acteurs, les approches comportementales des institutions envers l'acquisition des terrains, le processus de compensation et les conséquences de la construction du réservoir sur toute la région.

En deuxième temps et afin de comprendre la nature des tensions et du conflit ainsi que leurs causes et conséquences, nous avons recueillis les informations secondaires à partir de la presse quotidienne³. Bien que cette technique de collecte de données n'est pas très couramment appliquée, mais dans l'analyse des conflits d'usage, il est impératif de comprendre la voix publique concernant les trois étapes du conflit à savoir le pré-conflit, le conflit en cours et le post-conflit (Torre *et al*, 2010; Awakul et Ogunlana, 2002; Rucht et Neidhardt, 1999). En raison du manque de bibliothèques numériques et d'accès en ligne aux quotidiens régionaux, nous avons choisi de visiter les bureaux de presse afin de collecter le maximum d'informations. Nous avons recueilli aussi des documents auprès des bureaux des organisations communautaires de base (OCB) ainsi que de nombreux articles et de nouvelles publications dans les quotidiens nationaux en les téléchargeant directement depuis leurs sites. D'autres données secondaires ont été recueillies par l'analyse de documents publiés par diverses organisations publiques et privées. En effet, tout au long de cette recherche documentaire, il est important de noter que nous avons accordé une attention particulière à la fiabilité des informations et des données recueillies afin d'assurer une analyse profonde des conflits et des tensions qui sont en relation avec l'usage du sol au niveau de la région de Chotiari.

3. Résultats et discussion

Dans cette partie, nous discutons sur les principales constatations concernant l'implication des parties prenantes dans la décision ainsi que dans les impacts et les conséquences (positives ou négatives) du projet. Nous illustrons également la faiblesse du système de gouvernance lors de l'exécution du projet, face aux demandes de déménagement et d'indemnisation.

3.1. Le lien entre les acteurs : les enjeux et les comportements

Pour analyser la nature de relations qui relient les acteurs impliqués activement dans la zone d'étude, nous avons identifié et classé ces acteurs en fonction de leur nature d'appartenance (tableau 1). Ainsi, l'administration publique est représentée à plusieurs niveaux (national, provincial, régional et local) avec différentes positions politiques. De même, la population locale, les organisations commerciales, les politiciens et la catégorie riche de la société ont également été impliqués dans la zone d'étude, pour leurs divers intérêts, c'est ce qui a rendu la gestion de ce projet plus complexe et plus génératrice de conflits.

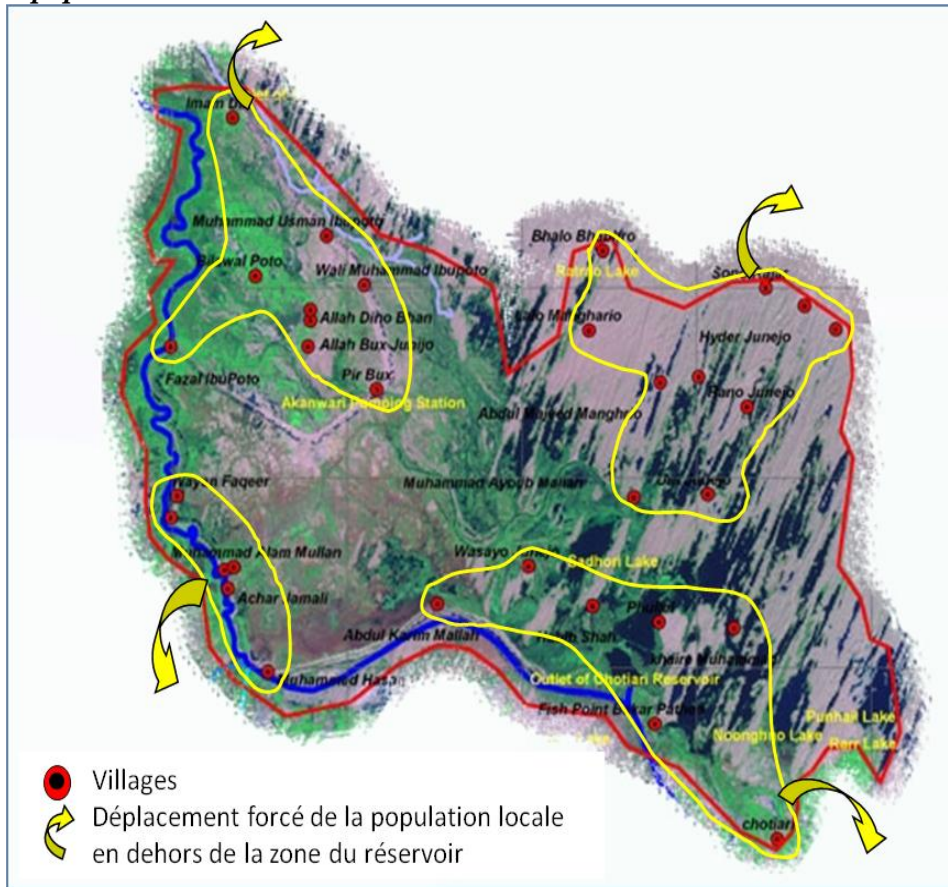
³ On a sélectionné 10 quotidiens régionaux sur 21, qui publient dans la langue locale, et 6 sur 30 quotidiens régionaux parmi les journaux les plus consultés par les gens depuis 1997-2011.

Tableau 1: Les acteurs présents dans la région d'étude

Types d'intervenants		Acteurs
Administration publique	Nationale	Développement d'eau et d'énergie (WAPDA) La commission de planification du Pakistan Agence de protection de l'environnement de Pakistan Ministère de l'irrigation
	Provinciale	Autorité d'irrigation et de drainage du Sind (SIDA) Département des forêts du Sind Agence de protection de l'environnement du Sind Département de gestion de la faune de Sind
	Régionale	Gouvernement de la ville Fondation Mondiale de la Faune (bureau régional)
	Locale	Le gouvernement local Agence de Réinstallation de Chotiari
Les acteurs principaux (La population locale)		Pêcheurs Agriculteurs Les éleveurs Autres (mécaniciens, plombiers, charpentiers, bûcherons, fonctionnaires gouvernementaux, éleveurs de volailles)
Marchés commerciaux		Locaux agro-industriels (poissons, légumes, coton et lait)
La catégorie puissante (intéressées pour l'accaparement des terres)		Politiciens locaux (personnalités élues) Féodal

En se basant sur la presse quotidienne et sur les enquêtes effectuées auprès des experts et de la population locale affectée dans la zone d'étude, nous avons constaté une différence d'avis entre les parties prenantes qui vivaient dans des villages dispersés dans la zone de Chotiari (figure 3) dont le plus proche se situe à une distance de 35 kilomètres loin des centres urbains. Cet isolement social explique le manque d'informations et de conseils avant l'initiation du projet. C'est pour cette raison que la décision du réservoir se trouve en opposition de construction de la part de la population locale, alors que les autres parties qui ont des intérêts personnels à savoir les administrations publiques avec l'appui des élus locaux et d'autres acteurs externes, approuvent la décision. Pour soutenir les contestations populaires, les ONG, les journalistes et d'autres organisations volontaires ont commencé de parcourir un long chemin de débat et de lutte contre la construction du réservoir. En effet, grâce à l'analyse de la presse quotidienne, la population locale a pu exprimer son opposition et démontrer les impacts socio-économiques et environnementaux du projet à travers diverses manières, à savoir les manifestations, les agitations, les conférences de presse ainsi que les lettres envoyées aux autorités publiques et les médias électroniques.

Figure 3: Les villages dispersés dans la zone de Chotiari et mouvement d'immigration et de la population locale

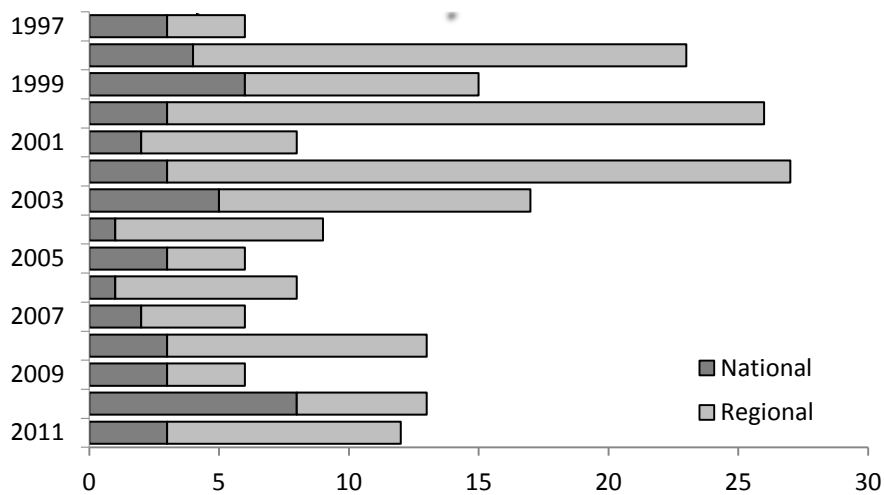


3.2. Les oppositions: causes et conséquences

Selon la recherche que nous avons effectuée et les résultats trouvés, nous démontrons que suite à la réaction d'opposition de la population locale contre la construction du réservoir, les journalistes locaux ont fait preuve de liberté d'expression pour transmettre les voix de réclamations et de contestations aux autorités publiques. Sur le plan scientifique, cette opposition a contribué à ouvrir de nouveaux champs de réflexions pour les chercheurs qui, depuis des années, essaient de comprendre et de résoudre les conflits d'usage dans la région de Chotiari (figure 4). Comme résultats, plus de quatre-vingts pour cent d'articles prouvent qu'il ya eu d'importants impacts liés aux acquisitions foncières, la rémunération et les plans de réinstallation. Ces publications ont été sélectionnées grâce à un critère prédéfini⁴. Les articles ont été classés et analysés selon (i) l'origine de la situation ou du conflit, (ii) le mode d'action et (iii) les conséquences (économiques, sociales ou environnementales) du projet.

⁴ La procédure de sélection des articles était difficile en raison de différentes langues (le sindhi, l'ourdou et l'anglais), à cet égard, les informations et les données ont été recherchées par mots-clés spécifiques. Les mots-clés sélectionnés qui suivent le mot «Chotiari» sont comme suit: personnes affectées, agriculture, avantages sociaux, conflits, coûts, barrage, développement, déplacements, écologie, économie, environnement, pêche, conférence de presse, projets, protestation, réadaptation, réservoirs, zones humides.

Figure 4: Nombre d'articles publiés dans la presse concernant le réservoir de Chotiari



Source: *La presse quotidienne (1997-2011)*

La presse quotidienne indique différents titres thématiques: "le respect de nos activités traditionnelles", "sauver nos ressources naturelles", "pour arrêter le déplacement de la population locale», « pour arrêter la construction du barrage", etc. Ces titres montrent bien la relation étroite qui relie la population locale à ses activités naturelles et traditionnelles ainsi qu'à son environnement ce qui nous permet de bien comprendre la nature des conflits existants. De même, il ya aussi des suggestions pour la promotion d'autres activités économiques en relation avec le tourisme et la protection de l'environnement, nous citons par exemples ces titres : «pour promouvoir le tourisme", "pour protéger les zones humides considérées comme parc national", "pour protéger la vie naturelle", etc. Cette volonté de créer d'autres ressources économiques qui ne posent aucun risque et qui sont en relation avec l'environnement est susceptible de créer d'autres opportunités de travail pour les communautés locales tout en préservant la nature et l'écosystème très fragile de la zone de réservoir.

Actuellement et selon les experts, à cause du projet de construction de réservoir, les familles qui vivaient dans la région depuis de nombreuses générations ont été forcées non seulement à quitter leurs terres mais aussi à laisser leurs seuls moyens de subsistance (Magsi et Torre, 2013). Les experts ainsi que la presse quotidienne ont accusé les élus locaux et la catégorie riche de la société (féodal), qui sont fortement impliqués dans le projet de construction du réservoir, d'avoir des intérêts personnels et de mauvaises intentions derrière leur décision, telles que la souscription des contrats de pêche pour des personnes bien spécifiques au dépend des autres et peut être aussi la volonté de déposséder la population locale de leurs droits de propriété, etc...Suite à cela, plusieurs manifestations ont été faites de la part des personnes affectées qui réclament leurs droits d'avoir le maximum d'informations concernant le projet et d'avoir la liste officielle détaillée des personnes qui ont le droit de compensations (sous forme de maisons ou de terres) et aussi de ceux qui ont été déjà indemnisés. C'est ce manque de transparence et de responsabilité de la part des autorités publiques qui a augmenté la corruption au niveau local et a généré le conflit.

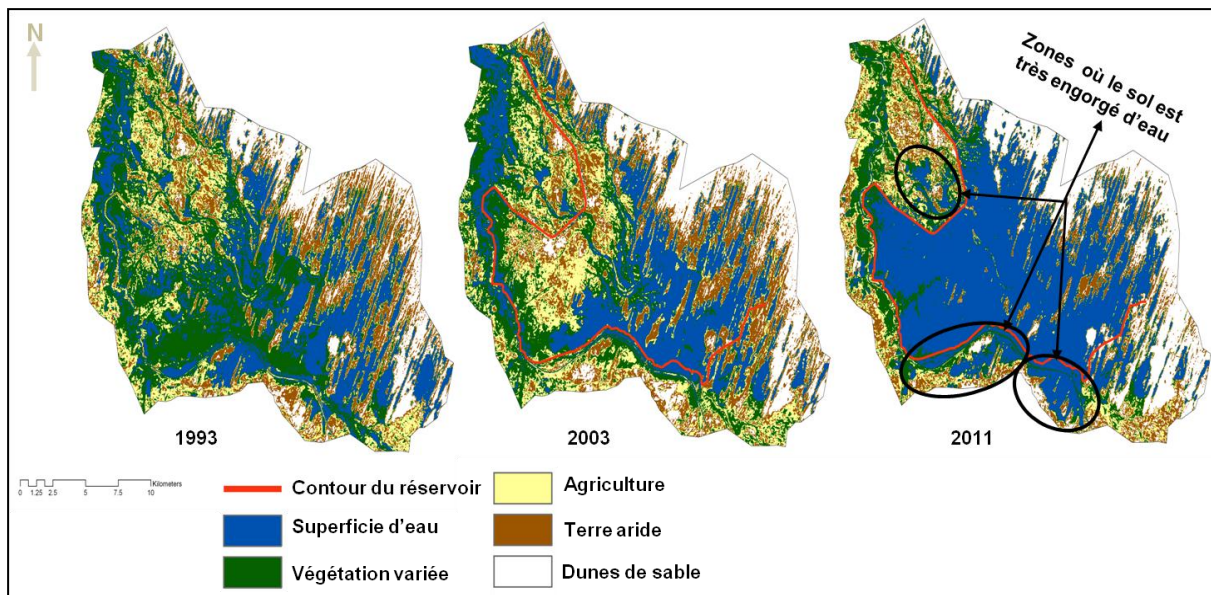
Pour une analyse plus détaillée de ce qu'on a déjà dit, nous avons vu important de visualiser, de quantifier et d'anticiper la dynamique des facteurs structurels et de proximité, qui ont

généralisé, non seulement l'ascension des conflits d'usage des sols, mais aussi de nombreux troubles au niveau de la population locale. En effet, avant la construction du réservoir, la majeure partie des zones humides de la région de Chotiari était habitée par la population locale (Nauman *et al*, 2001) qui bénéficiait de tous les droits de propriété. Mais la plupart des propriétaires étaient pauvres, analphabètes et n'avaient pas un niveau suffisant de conscience sociale et d'éducation (Khan, 2006). Dans cette situation, certains intervenants de l'extérieur ont profité de ces lacunes pour créer de faux documents de propriété et de fausses listes de compensations au dépend des personnes réellement concernées (Nauman, 2003). Alors que la corruption des fonctionnaires est un fait indéniable dans le pays (Khan, 2006) on trouve que pour le cas du réservoir de Chotiari, c'est le gouvernement qui autorise et exerce lui-même la corruption et le détournement des fonds (Iqbal, 2004). De même, c'est depuis cinq décennies que le pays encourage et réalise les projets de développement (PNUE, 2004), mais il n'a pas mis en place une politique nationale de réinstallation. «En dépit des conflits de réinstallation et d'indemnisation dans le pays, les législateurs n'ont pas pensé à mettre en place une politique de réinstallation propre à chacun d'entre nous», a affirmé le chef d'une famille déplacée. Normalement, les institutions sont chargées de mettre en place une interface sociale entre la population et les autorités publiques (Ostrom, 1990). Mais, on trouve qu'au Pakistan, la plupart des propriétaires ont des confrontations avec les institutions existantes à cause de leur mauvaise structure, mauvaise gestion, leur ignorance et leur comportement bureaucratique (Khan, 2006; Nauman, 2003). On peut noter comme exemple de leur inefficacité, le système d'enregistrement foncier qui est très ancien et très complexe avec une longue hiérarchie (Ali et Nasir, 2001).

Au Pakistan les droits de propriété sont constitutionnellement établis de manière à permettre aux propriétaires de prendre les décisions concernant l'usage de leurs terres. Concernant les terres destinées à l'usage public, l'indemnisation doit prendre en considération leurs valeurs réelles qui correspondent aux prix de marché actuel (Khan, 2006). A l'inverse, dans le cas du projet de Chotiari, aucune enquête sérieuse n'a été menée pour l'évaluation des dommages qui ont touché les moyens de subsistance de la population locale, transmis, depuis des siècles d'une génération à une autre. Les experts affirment que, dans le cas du projet de Chotiari, les autorités publiques ont complètement ignoré les situations d'opposition, l'expropriation et la corruption. Nous avons déjà indiqué que cette ignorance des droits des personnes affectées est due à l'implication de plusieurs parties telles que les politiciens et les fonctionnaires dans le projet de construction. Certaines de ces personnes ont profité de leur pouvoir pour atteindre leurs propres intérêts au dépend des autres (Eitzen et Zinn, 1990; Bredariol et Magrini, 2003). C'est pour cette raison que la population qui n'a pas été conseillée lors de la planification et la mise en œuvre du projet, décident de développer des voix antagonistes plutôt que d'accepter la décision du projet.

D'un autre côté, le projet a non seulement créé d'importants impacts socio-économiques, mais a aussi entraîné des destructions à longs termes au niveau de l'environnement (Magsi et Torre, 2012; Nauman et al, 2001). Les habitats de la faune et la flore qui sont uniques dans la région ont subi de nombreux dégâts et se trouvent fragmentés. De même, le volume d'eau stockée dans le réservoir a submergé et a détruit la forêt riveraine, les parcours et les terres aboutissant ainsi à la perte de la biodiversité et des fourrages. A cause de la faible qualité de terre sur les berges, la montée de l'eau est devenue une source de destruction des terres agricoles suite à d'infiltration et d'engorgement du sol (figure 5).

Figure 5: L'augmentation de volume d'eau et ses impacts sur les terres agricoles et les ressources naturelles



Source: Landsat, Avril 2011

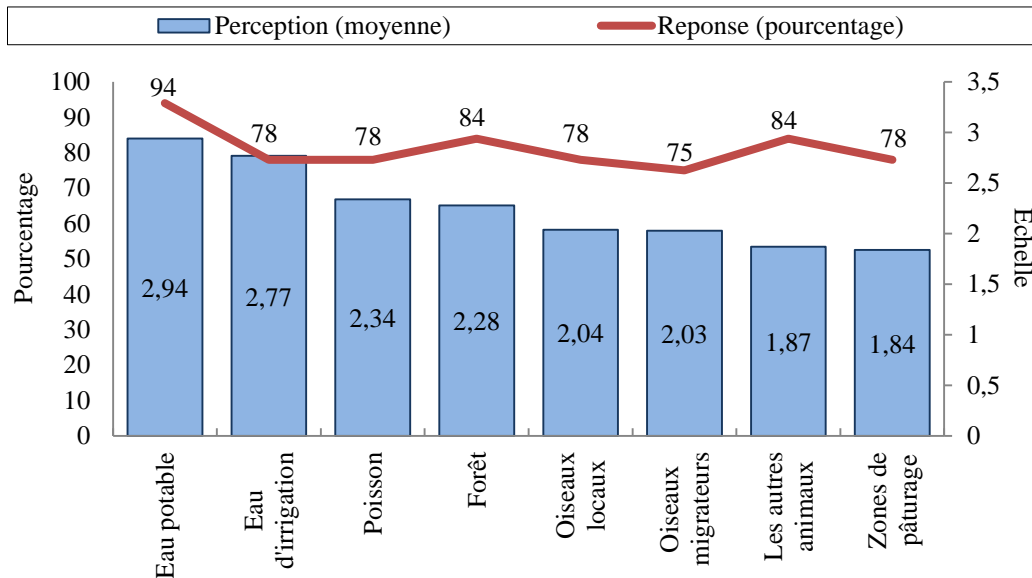
Comme dans le reste du monde, l'évaluation d'impact environnemental des projets d'infrastructure au Pakistan est obligatoire. Mais il manque encore de bonnes stratégies pour protéger les ressources socio-économiques et environnementales des communautés concernées (Aslam, 2006). Compte tenu des pertes de ressources naturelles dans la région de Chotiari (destruction des zones de pâturage, l'épuisement des poissons, la déforestation et la perte de biodiversité), on peut envisager que les pertes économiques du projet de réservoir sont beaucoup plus élevés que leurs bénéfiques.

Lors de l'enquête effectuée pour savoir et évaluer les avis des experts et de la population locale sur le degré de dégradation des ressources naturelles, nous avons posé la question suivante « Est-ce que les ressources naturelles ont été fortement dégradées au cours de ces cinq dernières années à cause du début de la construction du réservoir ? ». Afin d'analyser les réponses à cette question, nous avons utilisé l'échelle psychométrique de Likert⁵. Les symboles de cette échelle permettent d'évaluer les différents types de réponse ; ainsi le symbole 1 représente « un accord fort » ; 2 représente « un accord normal » ; 3 représente « indécis », 4 représente « en désaccord » et 5 représente « fortement en désaccord » (voir figure 6).

levées

Figure 6: Degré de dégradation des ressources naturelles

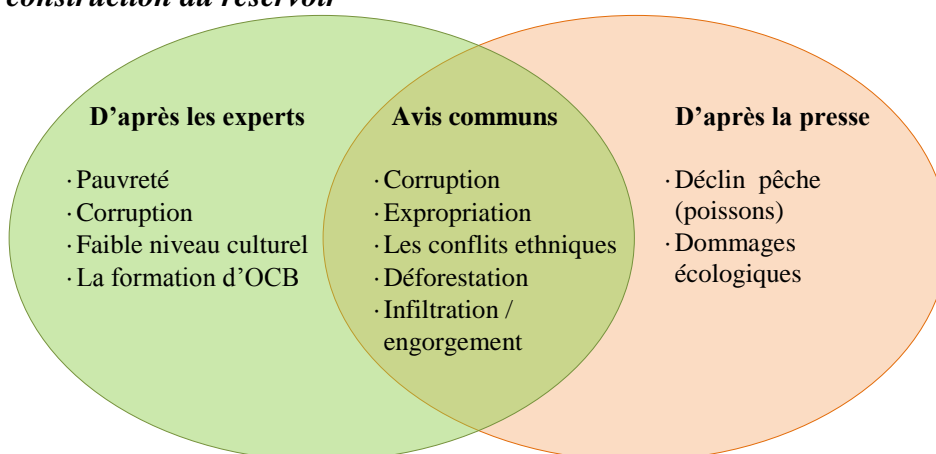
⁵ Une approche couramment utilisée pour mesurer les réponses (selon l'échelle psychométrique) lors du sondage effectué sous forme de questionnaires (Likert, 1932).



Source: Données collectées à partir des opinions d'experts

La figure ci-dessus indique que la majorité des personnes questionnées étaient indécises quant à la baisse de la qualité et de la quantité d'eau potable et d'irrigation. Pour les questions relatives à l'épuisement des autres ressources naturelles, la majorité a été d'accord sur le déclin de la pêche et l'épuisement de la forêt en oiseaux migrateurs et d'autres espèces rares et aussi la diminution des terres de pâturage. Les estimations ci-dessus montrent que la population locale s'attache beaucoup à son environnement naturel et s'inquiète sur son devenir après la construction du réservoir. Les experts ont aussi des doutes sur la capacité de résistance de la faune qui se trouve au niveau des zones environnantes du réservoir et aux risques de l'augmentation de l'eau sur les parcelles agricoles. A travers le schéma ci-dessous nous essayons de présenter les avis des experts et de la presse quotidienne sur les conséquences (positives ou négatives) de la construction du réservoir sur son environnement socio-économique (figure 7).

Figure 7: Avis des experts et de la presse quotidienne sur les conséquences de la construction du réservoir



3.3. La formation d'organisations communautaires de base (OCB)

Dans cette analyse, nous essayerons de démontrer que les conflits d'usage n'ont pas seulement des effets négatifs mais aussi positifs (Baron, 1991). Certains conflits peuvent être déterminants dans la prise de décision : ils peuvent mettre l'accent sur les problèmes importants, encourager l'émergence de nouvelles approches ou augmenter les performances des acteurs, etc. Pour notre cas, la pression des autorités publiques et des bailleurs de fonds pour la mise en place du réservoir ont incité la population locale à s'unir et à protester. De même, les communautés locales, les ONG, les journalistes et d'autres organisations volontaires sont toujours entrain de se battre pour la mise en place d'une action cohérente qui a pour objectif non seulement l'opposition contre la construction du réservoir mais aussi la préservation des zones humides de Chotiari à travers la promotion d'un parc national qui sera un centre d'attrait touristique de forte importance (Laghari, 2001). Au cours des années, cette opposition sur le projet de la part de la population locale et d'autres intervenants a augmenté d'une manière remarquable surtout lorsqu'ils ont commencé à remarquer la corruption dans les opérations de compensation sans oublier les impacts négatifs du projet sur les ressources naturelles telles que la mauvaise exploitation de l'eau ainsi que les dégradations environnementales et écologiques. Tout cela leur a encouragé la population locale à mettre en place de nombreux objectifs et à former des organisations communautaires de base (OCB) (Abro, 2001). En effet, la première organisation communautaire a été formée juste avant le processus d'indemnisation qui a débuté en 1995. Cette organisation nommée *Anjuman Mutasreen Chotiari* (Union des affectées de Chotiari) a représenté principalement les petits propriétaires et les locataires. Cette OCB, qui a été toujours confrontée à l'Agence de Réinstallation de Chotiari et les acteurs administratifs sur les questions de rémunération, a réussi à découvrir la corruption dans le processus d'indemnisation et a établi une liste des faux propriétaires fonciers.

Une autre OCB nommée *Makhi Welfare Organization* (Organisation de Bien-être de forêt de *Makhi*) a été aussi formée. Elle rassemble de nombreuses personnes affectées, en particulier, les éleveurs et les pêcheurs. Son rôle est en relation étroite avec l'éducation à la réinstallation, la sensibilisation de la population locale et aussi la protection de l'environnement de la forêt de *Makhi*. D'autre part, *Rural Women Development Organization* (l'Organisation de Développement de la Femme Rurale) est une organisation qui a été faite pour résoudre les problèmes de la femme rurale. Elle organise souvent des séminaires en liaison avec les questions d'éducation et de santé. Et vu que la majorité des personnes affectées par le projet de construction du réservoir sont des femmes (presque la moitié), l'objectif principal de l'organisation est de les sensibiliser et les préparer à la confrontation avec le gouvernement pour contester leurs droits (Nauman *et al*, 2001). Une autre organisation a été récemment formée. Elle est nommée *Charagah Bachayo Tahreek* (Mouvement pour la Protection du Pâturage) et son rôle principal est de collecter les voix qui contestent la baisse des prairies naturelles et la dégradation de l'environnement à cause de la construction du réservoir.

3.4. La gouvernance: rôles et responsabilités

Sur le plan gouvernemental, il importe de dire que, depuis le début du projet de Chotiari, la révision des nombreux dégâts liés à l'acquisition des terres, des documents de compensation et des plans de réinstallation a été faite plusieurs fois par les autorités publiques mais aucune publication n'a été diffusée (Iqbal, 2004). Dans la région de *Patipota*, située à environ 80 kilomètres au nord du réservoir, le gouvernement a déjà fixé l'emplacement du site de réinstallation des familles déplacées. Au début, certains travaux d'aménagement ont été réalisés, mais à la fin, il a été déclaré que l'aménagement des sites n'est pas faisable, et le régime d'indemnisation doit être révisé (Nauman *et al*, 2001). Pour se justifier, les autorités

publiques ont défendu, en plusieurs reprises, les objectifs sociaux du projet tels que l'amélioration de mode de vie des communautés locales (Iqbal, 2004; Mangrio, 2005).

Généralement, la transparence en ce qui concerne les politiques, les programmes, les objectifs et la diffusion des informations est nécessaire pour la réussite des projets de développement et la prévention des conflits. Par contre, les rapports, les documents et renseignements relatifs au projet du réservoir de Chotiari se trouvent en possession de divers organismes, à savoir, l'Agence de Réinstallation de Chotiari, la Comité de la Gestion Environnementale, les Fonds Saoudien de Développement, l'Autorité d'Irrigation et de Drainage du Sind, l'Autorité de Développement de l'Eau et de l'énergie et la Banque Mondiale. De même, les équipes de mission chargées de la visite de la région de Chotiari pendant l'exécution du projet, n'ont jamais partagé les données et les informations concernant le projet avec la population locale affectée, les organisations communautaires ou avec les ONG.

Selon les experts, l'indemnisation a été versée à 260 familles d'un total de 993, qui sont soutenues par les propriétaires et les politiciens locaux. Ainsi, la catégorie puissante (autorités publiques, féodal, politiciens...) a réussi à donner environ 1 millions d'euros pour les faux propriétaires, ce qui représente environ 80 pour cent du montant total des décaissements (Nauman, 2003). Suite à cela, beaucoup de familles ont déposé plainte auprès des tribunaux de justice, soit parce qu'elles refusent la baisse du montant des compensations ou parce qu'elles n'ont pas été déclarées comme affectées. Comme première réaction, les tribunaux ont commencé à traiter cette affaire de corruption et de rémunération, mais l'ont abandonnée après l'inauguration du réservoir en 2003 à cause de l'implication de la catégorie puissante dans cette affaire (Mangrio, 2005).

En 1998 et après la découverte de la mauvaise gouvernance vis-à-vis du projet et des habitants, le gouvernement a élaboré un plan de gestion environnementale et de surveillance. Ce plan avait pour but de procéder à une prise de décision efficace pour résoudre les confrontations émergentes. Il a fortement recommandé : (i) la compensation des terres selon la loi, (ii) le paiement immédiat du montant de l'indemnité pour les personnes affectées, (iii) la mise en œuvre des recommandations concernant les études d'impacts environnementaux, (iv) la création d'un autre plan de réinstallation pour les personnes affectées, et (v) la modification dans le processus de stockage des eaux des crues, en particulier pendant la saison des pluies. Encore une fois, comme la plupart des autres projets initiés dans le pays, aucune action sur les recommandations ci-dessus n'a été réalisée. En réalité, il est nécessaire de souligner que l'échec de la gouvernance est le résultat de la non participation du public dans les plans de mise en œuvre, de réinstallation et de compensation ainsi qu'à l'inexistence d'un contrôle démocratique sur les organismes de planification et d'exécution du projet. Toutefois, malgré qu'elle n'a pas pu contribuer à la prévention des conflits d'usage des sols, la bonne gouvernance constitue toujours une source de développement économique durable de l'état (Torre et Traversac, 2011; Ostrom et Nagendra, 2006).

4. Conclusion et perspectives

Cet article explore les principales caractéristiques des conflits d'usage des sols dans les pays en développement, et en particulier dans la région de réservoir de Chotiari au Pakistan. Dans cette région, les conflits peuvent être définis comme une relation incompatible entre les acteurs, leurs comportements, leurs attitudes, leurs perceptions et leurs attentes ou volontés vis-à-vis de l'utilisation concurrentielle de leurs terres. Dans cet article, nous avons essayé d'analyser les comportements, les enjeux et les relations entre les parties prenantes afin de

bien comprendre la nature des intentions et des intérêts qui sont en rapport ou derrière la décision du projet et les principales causes et conséquences. En effet, nous avons pu démontrer que la principale source de conflits provient de la réaction des agents publics et de leurs acteurs administratifs, en association avec les propriétaires locaux, qui ont utilisé leur pouvoir politique et financier pour exercer beaucoup de pressions sur les habitants de la zone du réservoir. Ces acteurs semblaient prêts à faire n'importe quoi pour la construction du projet qui répondait à leurs propres intérêts. A l'inverse, la population locale devient de plus en plus consciente de leurs mauvaises intentions et a commencé un long voyage de confrontation, qui s'est matérialisé par les nombreuses manifestations et réclamations effectuées dans le but de faire entendre leurs voix.

Les résultats montrent que les conflits ont pour origine les décisions imposées par les pouvoirs publics ainsi que la participation des acteurs puissants dans l'initiation des projets de développement, sans prendre l'avis de la population locale concernée ou même les informer et les conseiller avant le début des projets. Il est également observé que ce projet constitue un risque et une menace pour les activités économiques de la région vu qu'il ne correspond pas aux politiques de la gestion durable souhaités. D'un autre côté, on note la présence d'une mauvaise gouvernance, des incohérences institutionnelles, des violations des droits de l'homme ainsi qu'une forte destruction écologique et environnementale. Comme solution envisagée, une forte volonté politique et institutionnelle capable de prendre des mesures de lutte efficaces contre les contrevenants doit avoir lieu. De même, il faut renforcer la relation entre le milieu universitaire et les ONG afin de les impliquer dans le processus de révision des études de cas, où une procédure de suivi doit être strictement adoptée.

Les décisions à l'égard des projets de développement comme le réservoir de Chotiari doivent être faites à la lumière des causes et des conséquences des conflits dominants relatifs aux usages du sol. Cela aidera à mettre en place les stratégies d'une meilleure gestion des conflits qui se base essentiellement sur la coopération et la décision collective de toutes les parties concernées. Comme outil de gestion, la diffusion des connaissances sur le projet avant son commencement à travers le système démocratique peut être l'une des meilleures solutions pour éviter ces conflits à un stade précoce. C'est la responsabilité des acteurs administratifs, politiques et économiques du pays qui doivent gérer efficacement les affaires de l'Etat tout en impliquant les acteurs publics et la population locale dans la prise de décision ce qui leur permet de mieux exercer leurs droits et par la suite de régler les tensions avant qu'elles se transforment en conflits.

Les initiations juridiques telles que la mise en œuvre, la promotion des droits de propriété et la sensibilisation des utilisateurs de l'espace, doivent être poursuivies par le gouvernement fédéral du Pakistan afin de développer un système qui peut stimuler le changement et assurer la sécurité des habitants locaux dans le pays. De même, avant de planifier un projet de développement, un système de recours liés à l'acquisition des terres, de compensation et de déménagement doit être clairement établi, de façon à ce que les personnes concernées doivent regagner leur niveau de vie ancien et de prestige. Une telle stratégie, permettra aux familles affectées par la construction des projets de développement d'être remboursées par le gouvernement de toutes les pertes économiques et sociales, ce qui évitera la reproduction de ce genre de conflit à l'avenir.

Références

- Abro, A.A., 2001. Chotiari Reservoir: Resettlement Action Plan. In: DevFound (ed.) *At Odds or At Ease? NGOs and Local Communities in World Bank Supported Projects in Pakistan*. Islamabad. 66-86.
- Ali, Z., Nasir, A., 2010. *Land Administration System in Pakistan: Current Situation and Stakeholders Perception, Pakistan*. FIG Congress 2010, Facing the Challenges: Building the Capacity. Sydney, Australia: 1-15.
- Aslam, F., 2006. *Environmental impact assessment system in Pakistan – overview, implementation and effectiveness*. Master thesis. Stockholm: KTH Royal Institute of Technology, page 40.
- Awakul, P., Ogunlana, S.O., 2002. The effect of attitudinal differences on interface conflict on large construction projects: The case of the Pak Mun Dam project. *Environmental Impact Assessment Review* 22, 311–335.
- Baron, R.A., 1991. Positive effects of conflict: A cognitive perspective. *Employee Responsibilities and Rights Journal* 4(1), 25-36.
- Barron, P., Smith, C.Q., Woolcock, M., 2004. *Understanding Local Level Conflict in Developing Countries Theory, Evidence and Implications from Indonesia*. Social development paper. Banque Mondiale, Washington DC.
- Bredariol, C.S., Magrini, A., 2003. Conflicts in Developing Countries: a case study from Rio de Janeiro. *Environmental Impact Assessment Review* 23, 489-513.
- Burton, J., 1993. Conflict Resolution as a Political Philosophy. In (ed.) Dennis J.D.S., Marve, H., *Conflict Resolution Theory and Practices: Integration and Application*. Manchester University Press, 55-64.
- Campbell, D.J., Gichohi, H., Mwangi, A., Chege, L., 2000. Land use conflict in Kajiado District, Kenya. *Land Use Policy* 17, 337-348.
- Darly, S., Torre, A., 2011. Land-use conflicts and the sharing of resources between urban and agricultural activities in the Greater Paris Region. Results based on information provided by the daily regional press. In (ed.) Noronha Vaz, T., Leeuwen, V.E., Nijkamp, P. *Towns in a rural world*. Ashgate, Londres.
- Deininger, K., Castagnini, K., 2006. Incidence and impact of land conflict in Uganda. *Journal of Economic Behavior & Organization* 60(3), 321-345.
- Eitzen, D.S., Zinn, M.B., 1990. Power and Politics. In (ed.) Eitzen, D.S., Zinn, M.B. *Conflict and Order: Understanding Society*. Allyn and Bacon publishers Massachusetts, Etas Unis. 371-404.
- Garcia-Ruiz, J.M., Teodoro L.M., 1993. Land-Use Conflicts as a Result of Land-Use Change in the Central Spanish Pyrenees: A Review. *Mountain Research and Development* 13(3), 295–304.
- Government du Pakistan, 1998. *Environmental Management and Monitoring plan. LBOD Stage 1 project*. Water and Power Development Authority, avril 1998.
- Government du Pakistan, 1993. *Resettlement Plan and Environmental Impact Assessment for Chotiari Reservoir and Nara Remodeling. LBOD Stage 1 project*. Water and Power Development Authority, décembre 1993.
- Husnain, M., Wende, W., Bruns, E., 2010. *Impacts on the Environment and Biological Diversity of Chotiari Reservoir in Pakistan*. 30ème réunion annuel de l'association Internationale pour évaluation d'impact environnementaux, 6-11 avril 2010 Genève.
- Iqbal, N., 2004. *Affectedes of Tarbela and Chotiari Dams: A struggle for social justice*. Addressing Existing Dams. Colloque de Programme des Nations Unies pour l'environnement, 14-15 Juin 2004. 69-72, 69-72.
- UICN, 2004. *Status of Environment and Development in Badin District of Sindh Province-Pakistan*. Union internationale pour la conservation de la nature, Pakistan.

- Jones, P.S, Young J., Watt, A.D., 2005. Biodiversity conflict management. Rapport de projet de la BIOFORM [www.nbu.ac.uk/bioforum].
- Khan, S., Tariq, R., Yuanlai, C., Blackwell, J., 2006. Can irrigation be sustainable? *Agricultural Water Management* 80, 87-99.
- Laghari, A., 2001. Bakar, a tourist resort thrown to disaster. DAWN International, 1 février 2001 [http://news.dawn.com/wps/wcm/connect/dawn-content-library/dawn/new].
- Lama, M.P., 2008. Internal Displacement in India: Causes, protection and dilemmas. *Forced Migration Review* 8, 24-26.
- Likert, R., 1932. A technique for the measurement of attitudes. *Archives of Psychology* 22 (140), 1-55.
- Magsi, H., Torre, A., 2013. Approaches to understand land use conflicts in the developing countries. *The Macrotheme Review* 2(1), 119-136.
- Magsi, H., Torre, A., 2012. The effectiveness of Environmental Impact Assessment on Infrastructural development projects: the case of Chotiari reservoir in Sindh Pakistan. *Journal of Environmental professionals Sri Lanka* 2(2), 46-57.
- Mangrio, M., 2005. Brief history of Chotiari reservoir project. Report Sustainable development foundation. Sanghar Pakistan.
- Mann, C., Jeanneaux, P., 2009. Two Approaches for Understanding Land-Use Conflict to improve Rural Planning and Management. *Journal of Rural and Community Development* 4 (1), 118-141.
- Marshall, E.P., Shortle, J.S., 2005. Urban Development Impacts on Ecosystems. In (ed.) Goetz, S.J., Shortle, J.S., Bergstrom, J.C. *Land Use Problems and Conflicts: Causes consequences and solutions*. Routledge Publishers, New York. 61-72.
- Nauman, M., 2003. Ravaged Ecology, Cruel Displacement and Impoverished Livelihoods. *Water Nepal* 9 (½), 313-318.
- Nauman, M., Tunio, S., Qazilbash, M.H., 2001. Chotiari Reservoir Project: Independent Study. In: DevFound (ed.) *At Odds or At Ease? NGOs and Local Communities in World Bank Supported Projects in Pakistan*. Islamabad. 45-65.
- Ostrom, E., Nagendra, H., 2006. Insights on linking forests, trees, and people from the air, on the ground, and in the laboratory. *National Academy of Sciences (proceedings)* 103(51), 19224-19231.
- Ostrom, E., 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Presse de l'université de Cambridge, Cambridge.
- Owen, L., Howard, W., Waldron, M., 2000. Conflicts over farming practices in Canada: the role of interactive conflict resolution approaches. *Journal of Rural Studies* 16, 475-483.
- Pham, H.V., 2010. *La Dimension Conflictuelle des Projets d'Infrastructure: Essais sur la Décision Publique, le Contentieux et les Prix Immobiliers: Le cas de l'île de France*. Thèse doctorat d'économie, l'Université Dauphine Paris, 176.
- Raza, A., 2009. Chotiari threatened by water reservoir. The NEWS International. 12 Novembre 2009.[http://www.thenews.com.pk/TodaysPrintDetail.aspx?ID=208120&Cat=5&dt=11/21/2009].
- Robertson, M., 2010. China's new land use law makes what was illegal legal, The Epoch Times, 11 Février 2012.[http://www.theepochtimes.com/n2/content/view/29533/].
- Rooij, B.V., 2007. The Return of the Landlord: Chinese Land Acquisition Conflicts as illustrated by peri-urban Kunming. *Journal of Legal Pluralism* 55, 211-244.
- Rucht, D., Neidhardt, F., 1999. Methodological Issues in Collecting Protest Event Data: Unit of Analysis, Sources and Sampling, Coding Problems. in (eds.) Rucht, D., Koopmans, R., Neidhardt, F. *Acts of Dissent: New Developments in the Study of Protest*. Lanham, Rowman and Littlefield Publishers. 65-89.

- Singhal, A., 2009. India's Agriculture challenge. Online Business standard. [<http://www.business-standard.com/india/news/india%5Cs-agriculture-challenge/368164/>].
- Tilt, B., Braun, Y., He, D., 2009. Social impacts of large dam projects: A comparison of international case studies and implications for best practice. *Journal of Environmental Management* 90, S249–S257.
- Torre, A., Traversac, J.B., 2011. *Territorial Governance: Local Development, Rural Areas and Agrofood Systems*. Springer. New York.
- Torre, A., Melot, R., Bossuet, L., Cadoret, A., Caron, A., Darly, S., Jeanneaux, P., Kirat, T., Pham, H.V., 2010. Comment Evaluer et Mesurer la Conflictualité liée aux Usages de l'Espace? Eléments de méthode et de repérage. *VertigO-la revue en science de l'environnement* 10(1), 1-26.
- PNUE, 2004. *Dams and Development Projects*. Programme des Nations Unies pour l'environnement United Nations Environmental workshop, 14-15 Juin 2004, 14-15.
- Wehrmann, B., 2008. *Land conflicts: A practical guide to dealing with land disputes*. Handbook, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Eschborn, Germany.
- WWF, 2008. *Socio Economic Assessment Study: Indus for All Programme*. Management and Development Centre, Hyderabad, Pakistan, May 2008.
- WWF, 2007. *Preliminary Socio-Economic Baseline Study Report: Indus for All Programme*. Nature, Pakistan.